

Féminisme dans l'entreprise : un vilain mot et une affaire de gros sous

Depuis une bonne dizaine d'années, les entreprises européennes et donc françaises commencent à s'intéresser plus sérieusement à la place des femmes dans l'entreprise. Elles suivent en cela un mouvement commencé aux USA depuis les années 1980.

Cette prise de conscience ne s'est pas faite juste par bonté, mais suite à des constats économiques :

“Dans les sociétés où les dirigeants sont des femmes ou des personnes d'origines variées, la valorisation prend 44% en 4 ans, contre 13 % pour les autres” selon un ancien cadre de l'Oréal.

Cela a généré la création de nombreux



cercles, associations et structures pour défendre la place des femmes dans l'entreprise.

Soit au niveau mondial (avec le Women's forum), soit au niveau national avec des cercles comme InterElles, financi'elles... plus de 450 cercles sont référencés en France.

Le tout est orchestré par des grands cabinets de conseil au premier rang desquels le cabinet McKinsey...

La plupart de ces structures font la promotion des femmes pour les postes d'encadrement, de direction ou les sciences et technologies.

Elles soutiennent une minorité de femmes : celles qui ont “un potentiel”, un “talent”, qui sont “excellentes”. Pour la masse des femmes restantes, rien n'est prévu.

Il y a une pervasion très forte dans ces structures entre elles, les “élites” politiques et les directions des grandes entreprises et elles drainent de budgets importants pour l'organisation de colloques ou conférences. Les entreprises en retirent une virginité nouvelle et une possibilité de communiquer sur leurs engagements. Ce mouvement est largement porté par le pouvoir en place : Macron a été le premier candidat à une campagne présidentielle à intervenir lors d'un congrès du Women's Forum. Des missions ont été confiées par le gouvernement à ces organismes...

Ces réseaux sont appuyés par des sociétés de média qui en font une promotion active (Publicis, Challenge, Elle, Figaro...) ce qui garantit un entre soi protecteur, chacun couvrant l'autre de toute mauvaise image :

- Les grandes entreprises s'offre une vitrine féministe
- Les médias gagnent des annonceurs
- Les réseaux de femmes de l'élites se rendent visibles.

Que reste-t-il au commun des mortelles ?

Dans les 27 mesures prévues par le rapport "Les femmes au cœur de l'économie : la France pionnière du leadership au féminin dans un monde en pleine transformation", commandé par Marlène Schiappa au Women's forum, seules 2 mesures concernaient les écarts de salaire et une le congé paternité. Toutes les autres portaient sur la promotion spécifique de certaines catégories.

Cet état d'esprit a mené à la création de l'Index de l'égalité professionnelle en 2018. Considéré comme décisif, il n'est que d'une synthèse d'indicateurs déjà existants et beaucoup d'éléments discriminants ne sont pas pris en compte.

En se rapprochant de ces structures, le gouvernement a marginalisé tous les autres acteurs de terrain : les associations militantes comme l'AVFT, les syndicats... en les taxant d'impartialité. De plus, alors que la notion de violences sexuelles commence à rentrer dans l'entreprise, le gouvernement a fait le choix de la suppression des CHSCT, instance parfaitement calibrée pour traiter de ces problèmes.

Le poids que prennent ces structures dans la société n'est absolument pas un gage d'amélioration de la condition des femmes dans l'entreprise.

Cela peut même être l'inverse. En ayant comme idéal le monde de la 'start-up nation', cela peut pousser à rendre encore plus précaire le sort des milliers de femmes dans des emplois dévalorisés ou dans la sous-traitance.

Quel lien avec ST ?

Si ST ne figure pas dans les liste des grandes entreprises françaises participant aux réseaux les plus en vue, cette déviance du combat pour l'égalité professionnelle des femmes apparaît clairement dans le nouveau plan proposé par ST :

L'exclusion des opératrices, le choix assumé de concentrer les efforts sur les femmes dans les hauts JG ou celles ayant "outstanding", l'insistance sur les partenariats des associations comme "capital filles", "Elles bougent"... montrent clairement que ST a parfaitement emboîté le pas de ce nouveau "féminisme" économique et entrepreneurial.

Et si tu veux te secouer la pulpe :

Le monde diplomatique de janvier 2021

<https://www.binge.audio/podcast/les-couilles-sur-la-table/lentreprise-ce-monde-dhommes>